

Convention collective

IDCC : 8733. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET CUMA
(TARN ET HAUTE-GARONNE)
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 48 DU 2 JUILLET 2008

NOR : *AGRS0897160M*

IDCC : *8733*

Entre :

Les syndicats départementaux des entrepreneurs des territoires du Tarn et de la Haute-Garonne ;

Les fédérations départementales des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn et de la Haute-Garonne,

D'une part, et

La CFE-CGC du Tarn ;

La CFDT du Tarn et de la Haute-Garonne ;

La CGT-FO du Tarn et de la Haute-Garonne ;

La CGT du Tarn et de la Haute-Garonne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe B « Rémunération du temps de transport » de l'article 33 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« B. – Rémunération du temps de trajet

B1. Le temps de trajet pour se rendre sur un chantier et/ou en revenir est considéré comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel pour le salarié :

– soit conduisant un engin, ou un véhicule transportant du matériel de l'entreprise ou des ouvriers ;

- soit effectuant dans l'entreprise, antérieurement au départ ou au moment du retour, des opérations de chargement ou de déchargement ;
- soit contraint par son employeur de passer au siège de l'entreprise avant de se rendre sur le chantier.

B2. Le temps de trajet pour se rendre d'un chantier à un autre est considéré comme du temps de travail effectif et rémunéré comme tel.

B3. Le temps de trajet pour se rendre sur un chantier et/ou en revenir n'est pas considéré comme temps de travail effectif hors des conditions énumérées au paragraphe B1. Le salarié perçoit alors dans ce cas :

- lorsqu'il est transporté par l'entreprise, une indemnité de trajet journalière égale à :

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ DE TRAJET
De 0 à 5 km	0,95
De 5 à 10 km	1,75
De 10 à 20 km	3,60
De 20 à 30 km	4,60
De 30 à 40 km	6,10
De 40 à 50 km	7,80
Au-delà de 50 km	10,00

- lorsqu'il utilise son véhicule personnel dans le cadre du petit déplacement, une indemnité forfaitaire de remboursement de frais de transport calculée suivant les modalités ci-après :

(En euros.)

DISTANCE DU SIÈGE DE L'ENTREPRISE au chantier	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
De 0 à 5 km	1,35
De 5 à 10 km	2,75
De 10 à 20 km	5,45
De 20 à 30 km	8,20
De 30 à 40 km	10,90
De 40 à 50 km	13,60
Au-delà de 50 km	15,00

Article 2

Le b « Remboursement des frais de transport » du 1° (« dans le cadre du petit déplacement ») du C (« Remboursement de frais ») est supprimé.

Le a « Remboursement de repas » est modifié comme suit :

« Une indemnité journalière forfaitaire de repas d'un montant de 9,75 € est allouée au salarié en déplacement. »

Article 3

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} juillet 2008.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 autres exemplaires seront déposés, conformément aux articles L. 2231-6 et L. 2221-2 du code du travail (anciens L. 132-10 et R. 132-1) au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.

Fait à Albi, le 2 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)